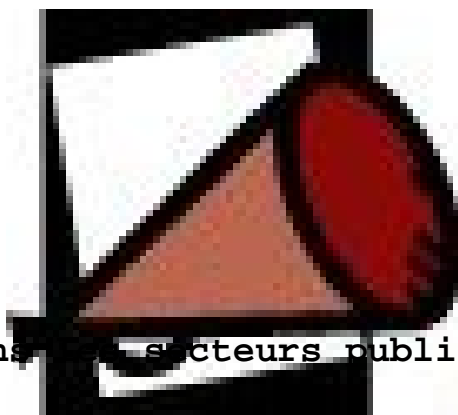


<https://www.pressegauche.org/Negociation-dans-les-secteurs-public-et-parapublic-43778>



Négociation dans les secteurs public et parapublic

Une proposition qualifiée « (d')Entente de principe du gouvernement » à ses

salariéEs syndiquéEs qui a
un **plomb dans l'aile !**

Date de mise en ligne : mercredi 2 mai 2020

- Blogues -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Moins de 24 heures à peine après l'annonce publique d'une proposition qualifiée pompeusement de « Proposition d'entente de principe du gouvernement » avec les organisations syndicales FTQ, APTS, FIQ, CSN, FAE et CSN, voilà que cette proposition semble avoir du plomb dans l'aile.

L'APTS a dénoncé « l'improvisation du gouvernement Legault dans les négociations des conventions collectives des secteurs public et parapublic et la manière cavalière dont le président du Conseil du trésor, Christian Dubé, a dévoilé publiquement l'offre intégrale présentée la semaine dernière sans même laisser aux organisations syndicales le temps de consulter leurs membres. »

Les déléguéEs de la FIQ pour leur part, ont rejeté cette supposée « Entente de principe ».

La CSQ tient, aujourd'hui le 27 mai, un Conseil général des négociations.

Que pouvons-nous prévoir pour la suite des choses ?

Ou bien le gouvernement se met véritablement à négocier sérieusement avec ses vis-à-vis syndicaux ou il continue sur la voie qu'il semble avoir tracée d'avance depuis qu'il est au pouvoir. Nous entendons par là que ce gouvernement donne l'impression d'avoir une compréhension assez superficielle de ce qu'est une négociation. Il tient à ce que son pont de vue triomphe, coûte que coûte, quitte à feindre le jeu de la négociation.

Disons-le, le premier ministre Legault et le président du Conseil du trésor, monsieur Dubé, n'ont vraiment pas modifié leur trajectoire depuis leur installation au pouvoir en octobre 2018. Que cherchent-ils vraiment ? D'abord bonifier la rémunération pour certaines catégories de salariéEs syndiquéEs (préposéEs aux bénéficiaires dans le réseau de la santé et des services sociaux et jeunes enseignantEs et création du statut d'enseignant émérite en éducation) et ensuite ne pas sortir du cadre d'une augmentation salariale totalisant 5% pour les années 2020 (1,75%), 2021 (1,75%) et 2022 (1,5%).

À ce moment-ci nous pouvons nous demander si les documents rendus publics par le président du Conseil du trésor le 26 mai 2020 correspondent vraiment à une « Entente de principe » convenue entre des parties négociantes ou s'il ne s'agit pas plutôt d'un document intitulé de la sorte en vue de piéger certaines organisations syndicales ?

Combien y a-t-il eu de séances de négociations entre les organisations syndicales et les négociatrices et les négociateurs du Conseil du trésor ? Ces séances ont-elles réellement servi à négocier une « Entente de principe » en bonne et due forme, c'est-à-dire paraphée par les parties ?

En l'absence d'information plus précise à ce sujet, nous apparentons les documents présentés par le président du Conseil du trésor, le 26 mai 2020, à un geste que nous qualifions de « coup fourré ».

Une démarche piégée

De notre lieu d'observation, le gouvernement donne l'impression d'avoir adopté une démarche qui lui permet de gagner du temps jusqu'en juin, moment où il pourra décider qu'il est temps de tirer, après six mois, une ligne sur ces

négociations qui s'étirent inutilement, à son point de vue, en longueur.

Lors de l'émission Midi-info (le 27 mai 2020) à la Première chaîne de Radio-Canada, la présidente de la FIQ, madame Nancy Bédard, n'a pas hésité à lever le voile sur certains comportements du gouvernement Legault dans le cadre de la présente ronde de négociation dans les secteurs public et parapublic. D'autres leaders syndicaux doivent montrer le même courage avant de recommander quoi que ce soit à leurs membres. Nous devons savoir si le gouvernement a réellement négocié ou s'il s'est comporté, depuis le début de cette ronde de négociation, en rejetant systématiquement du revers de la main les propositions syndicales visant à améliorer les conditions de travail et de rémunération des 550 000 salariéEs syndiquées qui sont des femmes à 75%.

Yvan Perrier

27 mai 2020

13h45

yvan_perrier@hotmail.com

<https://www.newswire.ca/fr/news-releases/les-delequees-de-la-fi-q-rejettent-a-l-unanimite-le-depot-patronal-854445306.html> . Consulté le 27 mai 2020.

ttps ://

www.newswire.ca/fr/news-releases/negociation-des-conventions-collectives-des-secteurs-public-et-parapublic-l-aps-denonce-l-improvisation-du-gouvernement-895536786.html . Consulté le 27 mai 2020.

<https://www.newswire.ca/fr/news-releases/negociations-du-secteur-public-la-csq-fera-le-point-avec-ses-membres-870592427.html> . Consulté le 27 mai 2020.

<https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/midi-info/> . Voir le segment 12h20 à 12h28. Consulté le 27 mai 2020.

Zone contenant les pièces jointes